



Le 10/02/24 à Perpignan

Depuis plus d'une semaine les agents de Perpignan Méditerranée Métropole (éboueurs) sont en grève et bloque l'entrée du centre technique municipal de Perpignan suite à un préavis de grève déposé par la CGT.

Les agents grévistes n'empêchent pas les agents qui le souhaitent de travailler, ils bloquent l'entrée et la sortie des camions.

Ils revendiquent l'attribution de la prime Macron, l'attribution des tickets restaurant, une amélioration de leurs conditions de travail avec plus de moyens humains et matériels pour exercer leur mission, mission invisible mais nécessaire à l'ensemble de la population.

Les agents (agents territoriaux) sont gérés par la communauté de communes, cette dernière refuse toute discussion avec la CGT sous prétexte qu'elle n'est pas représentative. Le droit du travail prévoit que l'on doit négocier avec l'organisation syndicale qui a déposé le préavis de grève.

Cette situation de blocage ne plaît pas du tout à Louis Aliot. Maire de Perpignan et vice-président de la communauté urbaine, il a abandonné la démagogie sociale « habituelle » du FN/RN et ses prétentions à défendre les classes populaires pour rejeter les revendications des agents, faire bloc avec la droite et même en rajouter sur le président de la communauté. Lors d'une conférence de presse présentant le débat d'orientation budgétaire de la ville il a menacé et demandé que les forces de l'ordre interviennent pour lever le blocage. Comme à son habitude il a dénigré lui aussi la CGT, qualifiant l'action d'illégale ce qui bien sûr n'est pas le cas. Dès le début il a envoyé son directeur de la police municipale pour intimider les grévistes, il est venu au contact. Cela n'a pas entaché la détermination des grévistes qui sont dans leur bon droit.

Monsieur Aliot n'a pas la main sur ce sujet, puisque cela relève de la communauté de communes et cela le dérange. Il fait pression sur le président de la communauté de communes et demande au Préfet de régler la situation.

La grève dure depuis 9 jours. Des engagements ont été pris par la Communauté de communes, la grève est levée à compter du 11 février mais les grévistes restent vigilants et si les engagements ne sont pas suivis d'effets d'ici le 19 mars, l'action reprendra.

Le président de Perpignan Méditerranée Métropole a reçu les grévistes mais refuse toujours de recevoir la CGT dépositaire du préavis de grève. La CGT n'exclue pas des actions juridiques pour entrave syndicale.

VISA 66 (*Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes*, qui rassemble dans notre département la CGT, la FSU, Solidaires, la CNT et la Confédération paysanne) dénonce l'attitude et les méthodes d'intimidation du maire RN de Perpignan.

À nouveau, une significative union sacrée entre la droite et l'extrême droite contre les travailleurEs et leurs revendications !